

du contribuable, soit de nouveaux emprunts par le gouvernement. La seule autre solution possible serait, pour le gouvernement, de couper radicalement ses dépenses, et cela semble impossible, étant donné surtout ce qui se passe cette année, alors qu'on s'attend à un déficit encore plus élevé, même si le ministre des Finances a pris bien soin d'expliquer, dans son exposé budgétaire, qu'il espérait faire diminuer ces déficits qui, a-t-il admis, ne peuvent continuer.

Nous pouvons bien dire que la conférence a donné de bons résultats, mais après en avoir dit tout le bien possible, nous devons nous avouer bien franchement qu'il nous reste un terrible sentiment de vide. Un peu plus de marchandage, un peu plus de rapiécage, la décision d'aborder certains sujets plus tard, est-ce là ce qu'on peut faire de mieux en ce moment critique où nous devrions repenser toute la situation et jeter de nouvelles bases pour la Confédération? Si tel est le cas, le gouvernement actuel ne saurait être autre chose qu'un gouvernement de transition, un gouvernement qui nettoie un peu des restes de ceux qui détenaient le pouvoir, un gouvernement qui met de l'ordre ici ou là, qui balaie et époussette, mais c'est en même temps un gouvernement qui n'avance pas du tout vers la solution des problèmes fondamentaux de la Confédération parce qu'il ne semble pas savoir dans quelle voie s'engager.

Dans sa déclaration d'ouverture, le premier ministre de l'Alberta, M. Manning, a demandé aux participants d'élaborer un ensemble de principes de base qui pourraient constituer les assises des relations fédérales-provinciales dans l'avenir. Si nous voulons répondre aux exigences de l'avenir, il me semble que ce serait logiquement le premier pas à faire, mais la conférence ne s'est pas occupée de cette recommandation. Ce qui en est sorti, surtout à l'égard de la répartition des versements de péréquation, n'est pas attribuable à l'application de principes vraiment solides. C'est une solution d'opportunisme et probablement nécessaire pour le moment, mais que fait-on pour l'avenir?

A mon sens, le portefeuille des Canadiens suscite bien des convoitises. Nous attendons toujours ce programme financier, solide et constructif, dont la responsabilité revient si clairement au gouvernement fédéral et qui, nous disait-on, remplirait ce portefeuille afin de permettre aux Canadiens de payer ce qu'on leur demande. Une fois de plus, il ne s'agit pas de savoir comment nous allons dépenser les dollars dont nous disposons aujourd'hui, mais de savoir plutôt de quelle façon nous allons faire progresser l'ensemble de nos structures économiques, afin qu'il y ait plus de dollars à la disposition des contribuables et des gouvernements.

[M. Thompson.]

À la lumière de ce problème d'ensemble, il faut absolument adopter des mesures grâce auxquelles les opérations financières du gouvernement fédéral résoudre les problèmes qui se posent aux divers niveaux gouvernementaux; ainsi, le secteur privé de l'économie pourra donner à la nation l'assurance que nous progressons et que nous élargissons notre économie. Le ministre des Finances pensera sans doute comme moi que si nous pouvions soulager le gouvernement fédéral de son fardeau de dettes, et des intérêts qu'il doit verser, nous pourrions organiser de façon méthodique la création des ressources monétaires dont notre économie a besoin; nous arriverions par le truchement de la Banque du Canada qui, en somme, a été créée précisément à cette fin. C'est pour cela que la Banque a été fondée, comme l'avait expliqué à l'époque le premier ministre du Canada. Si nous faisons cela, nous aurions du moins une lueur d'espoir pour l'avenir financier du gouvernement fédéral, des gouvernements provinciaux et du Canada tout entier. Nous n'aurions plus à craindre un effondrement complet sous le fardeau intolérable de l'impôt, des intérêts et des déficits toujours croissants. À l'heure actuelle, il n'existe aucune formule de remplacement, immédiate ou projetée.

À moins que nous ne parvenions à prendre les mesures voulues, nous marcherons de conférence en conférence, dans l'espoir fallacieux de boucher les trous et de faire fonctionner un mécanisme enrayé. La loi interdit aux gouvernements provinciaux et municipaux d'envahir le domaine fédéral. C'est pourquoi la responsabilité tout entière retombe sur le gouvernement d'Ottawa. Les gouvernements des provinces et des municipalités ont leurs responsabilités propres, mais ils sont démunis des fonds nécessaires. La conférence qui vient de se terminer n'a pas modifié la situation d'ensemble dans ce domaine. Ces disputes sur les questions financières, l'amertume et la discorde qu'elles soulèvent entre les provinces et le gouvernement fédéral, ne pourront que susciter toujours plus d'animosité; cela ne cessera qu'au moment où nous trouverons une façon inédite d'aborder le problème des besoins financiers de la nation, au niveau du gouvernement fédéral.

Je voudrais demander ceci. «Quels sont les principes fondamentaux essentiels qui orientent les pouvoirs et les responsabilités des gouvernements fédéral et provinciaux et qui doivent nous préoccuper? Il me semble futile d'espérer que le Canada puisse demeurer un pays uni, sans qu'il y ait un minimum de coordination dans les domaines du bien-être, de l'emploi et des normes de vie, d'un littoral à l'autre. Que la lettre de la constitution le prescrive dans ces termes ou non, je crois